

## Grande-Bretagne: la jeunesse entre en résistance!

Écrit par Georges Kopp

Jeudi, 11 Novembre 2010 12:29 - Mis à jour Jeudi, 11 Novembre 2010 14:41

---



Plus de 50.000 étudiants, lycéens et professeurs britanniques ont manifesté ce mercredi 10 novembre face au Parlement à Westminster, Londres, pour protester contre le projet de réduire les bourses d'études et de tripler les frais d'inscription aux universités, qui passeraient de 3.290 Livres actuellement (3.785 euros) à 9.000 Livres par an (10.350 euros). Rassemblés à l'appel du Syndicat national des étudiants (NUS), les manifestants, très déterminés, ont été durement réprimés par la police lorsqu'ils ont envahi et occupé le siège du Parti conservateur à Millbank. Les affrontements ont été d'une ampleur jamais vue à Londres depuis 20 ans et ont fait 14 blessés, dont 7 policiers et plusieurs dizaines d'arrestations.

L'occupation du siège des « tories » à Millbank a été le moment fort de cette mobilisation qui a surpris les médias par son ampleur et sa radicalité. À l'intérieur des bureaux occupés, plusieurs permanents du parti conservateur se sont barricadés dans leur bureau, dont la présidente du parti, la baronne Warsi, restée en contact téléphonique avec la police à l'extérieur. Des slogans ont été peints sur les murs et du mobilier jeté par les fenêtres aux cris de « cochons de conservateurs ». La police semble avoir été totalement surprise elle-aussi et un moment débordée et forcée de reculer face à la détermination des étudiants.

Un groupe étudiant a diffusé une déclaration disant; « Nous occupons le siège du parti conservateur en opposition à la marchandisation de l'enseignement approuvée par le gouvernement de coalition et à sa volonté d'aider les riches pour s'attaquer aux pauvres. Nous appelons à l'action directe pour s'opposer à l'austérité. Ceci n'est que le début de la résistance ».

Le président du NUS a condamné les « actions violentes » tout en prévenant les députés

## Grande-Bretagne: la jeunesse entre en résistance!

Écrit par Georges Kopp

Jeudi, 11 Novembre 2010 12:29 - Mis à jour Jeudi, 11 Novembre 2010 14:41

---

libéraux qu'ils seront expulsés du parlement s'ils votent en faveur de l'augmentation des frais d'inscription. Pendant la dernière campagne électorale pour les législatives, les libéraux avaient en effet promis qu'ils n'augmenteraient pas les frais d'inscription universitaire, augmentation aujourd'hui envisagée afin de compenser les coupures dans les subsides publics aux universités décidées dans le cadre du plan d'austérité drastique décidé par le gouvernement de coalition libéral-conservateur.

Après la Grèce et la France, cette manifestation du 10 novembre pourrait être le signal du réveil de la jeunesse et de la classe ouvrière anglaise, jusqu'ici relativement passive face à ces mesures d'austérité sans précédent prises par le gouvernement de James Cameron, qui se targuait il y a peu encore de parvenir à un large « consensus » autour de ses politiques antisociales.

**À lire: [Tract en PDF](#) diffusé par nos camarades britanniques de Socialist Resistance à la manifestation du 10 novembre.**

---

## Chantage au travail forcé et gratuit

Après avoir décrété un plan d'austérité particulièrement féroce puisqu'il prévoit, entre autres, la suppression de 500.000 postes de fonctionnaires en 5 ans, c'est aux chômeurs de longue durée que le gouvernement de David Cameron s'attaque avec le chantage au travail gratuit et forcé : ou vous acceptez de balayer les rues, de vider les poubelles, ou bien vos allocations de chômage vont sauter. Le tout au nom du « changement culturel ».

Les gouvernements libéraux aux ordres du patronat rivalisent d'idées pour faire payer la crise aux salariés et à la population. Au lieu de créer des emplois, de partager le temps de travail entre tous les travailleurs à la recherche d'un emploi, de créer, développer les services publics, le gouvernement britannique réinvente le servage. Cette mesure est révélatrice de l'état d'esprit des gouvernements au pouvoir en Europe et de leurs plans d'austérité au service des capitalistes : il s'agit pour eux, ni plus ni moins, que de ramener la condition des travailleurs plusieurs siècles en arrière.